Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Relations extérieures, le 18 décembre 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au séjour en Belgique des étrangers privilégiés", a donné le 25 janvier 1988 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 december 1987 door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het verblijf in België van de bevoorrechte vreemdelingen", heeft op 25 januari 1988 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

A la fin de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "..., notamment l'article 10, alinéa 1er, 1°, modifié par la loi du 28 juin 1984;".

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Observations préliminaires de forme.

L'usage est d'écrire dans le texte français : "article 1er".

.../...

Il est plus conforme à l'usage de diviser les articles 1er, 2, 3, 4, 5 et 15, en 1°, 2°, 3° ... au lieu de a), b), c) ... .

En outre, la formule qui revient dans plusieurs de ces articles "... personnes mentionnées dans le présent article sous a) et b)" doit être remplacée par "... personnes visées au 1° et au 2°".

+

Article 1er.

Dans la phrase introductive du texte français, il y a lieu d'écrire "... les membres du Corps diplomatique ...". La même observation vaut pour l'article 2.

Dans le texte français du a, devenant le 1°, il convient d'écrire :

"1° aux agents diplomatiques des missions diplomatiques accréditées dans le Royaume;".

La même observation vaut pour le b, devenant le 2°.

Le texte sous le c, devenant le 3°, vise le conjoint vivant sous le même toit et les enfants non mariés qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans, vivant sous le même toit, qui sont à charge des personnes mentionnées "dans le présent article, sous a) et b)", mais sous réserve de l'article 6.

Ce renvoi à l'article 6 se justifie par le fait que cet article prévoit la délivrance d'une autre pièce d'identité pour les enfants âgés de moins de douze ans.

Il est, dès lors, proposé de rédiger le c, devenant le 3°, comme suit :

"3° au conjoint vivant sous le même toit et aux enfants non mariés âgés de plus de douze ans et de moins de vingt et un ans, vivant sous le même toit, qui sont à charge des personnes visées au 1° et au 2°".

Cette remarque vaut également pour :

- l'article 2, 4°;
- l'article 3, 3°;
- l'article 4, 5°;
- l'article 4, 12°;
- l'article 5, 5°.

Au sujet de la condition prévue au 3°, suivant laquelle les enfants non mariés de moins de vingt et un ans doivent être à charge des personnes visées sous le 1° et le 2°, voyez l'observation qui sera faite sous l'article 3 du projet.

Article 2.

Dans la phrase introductive, il y a lieu d'écrire :

.../...

"Notre Ministre des Relations extérieures délivre gratuitement la carte d'identité pour les étrangers ...".

Au sujet de la condition prévue au d, devenant le 4°, suivant laquelle les enfants non mariés qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans, vivant sous le même toit, qui sont à charge des personnes visées sous le 1°, le 2° et le 3°, voyez l'observation qui sera faite sous l'article 3 du projet.

Article 3.

Dans le texte français de la phrase introductive, il y a lieu d'écrire : "... les membres du Corps consulaire ...".

L'article 3 du projet prévoit, au point c, devenant le 3°, qu'une pièce d'identité sera délivrée aux enfants non mariés qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans, vivant sous le même toit, et qui sont à charge des personnes visées au 1° et au 2°.

L'article 46 de la Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires, approuvée par la loi du 17 juillet 1970, prévoit que :

.../...

"Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour".

Dans ce texte, la seule condition prévue concernant les enfants non mariés des fonctionnaires consulaires est qu'ils vivent à leur foyer.

Le texte en projet, en y joignant la condition suivant laquelle les enfants non mariés doivent être à charge des personnes visées au 1° et 2°, ajoute dès lors une condition qui n'est pas prévue par la Convention de Vienne.

Le texte en projet sous c, devenant le 3°, dans la mesure où il prévoit la condition de nature économique précitée, est contraire à une convention internationale ratifiée par la Belgique; dès lors, cette condition doit être omise du texte.

Comme l'administration entend réserver aux membres du Corps diplomatique ainsi qu'aux étrangers jouissant d'une immunité analogue à celle des membres du Corps diplomatique un statut semblable à celui du Corps consulaire, l'observation qui vient d'être faite vaut également pour l'article 1er, 3°, et pour l'article 2, 4°.

.../...

Article 4.

Suivant le texte de la phrase introductive, le Ministre des Relations extérieures "peut délivrer gratuitement un permis de séjour spécial", alors que dans le texte des articles 1er, 2 et 3 du projet, le Ministre des Relations extérieures "délivre gratuitement ...".

D'après les explications données par le fonctionnaire délégué, le Ministre ne peut pas refuser le permis de séjour spécial ou le certificat valant permis de séjour, visé dans l'article 5, aux personnes qui remplissent les conditions prévues par l'article 4 ou par l'article 5 du projet.

En conséquence, il est proposé de rédiger le début de la phrase introductive comme suit :

"Notre Ministre des Relations extérieures délivre gratuitement un permis de séjour spécial ...".

La même observation vaut pour la phrase introductive de l'article 5.

A la fin du a, devenant le 1°, il y a lieu d'écrire : "... vivant sous le même toit et aux autres membres de la famille vivant sous le même toit;".

La même observation vaut pour le e, devenant le 5°.

.../...

L'observation faite sous l'article 3, 3°, vaut également pour l'article 4, 5°, en tout cas dans la mesure où ce texte vise les enfants non mariés et les autres membres de la famille des employés consulaires.

Article 6.

La condition suivant laquelle les enfants doivent être à charge des personnes visées dans les articles 1er à 5 appelle la même observation que celle qui a été faite au sujet de l'article 1er, 3°, de l'article 2, 4°, de l'article 3, 3°, et de l'article 4, 5°.

Article 7.

La division de cet article en a, b et c doit être remplacée par une division en alinéas.

Le b, devenant l'alinéa 2, doit être revu en tenant compte des observations qui ont été faites aux articles 1er, 3°, 2, 4°, 3, 3°, et 4, 5°, de façon à éviter que le conjoint ou le membre de la famille de l'une des personnes visées dans les articles précités soit, contrairement à l'article 46 de la Convention de Vienne, privé de sa carte d'identité ou de son permis de séjour si l'une de ces deux personnes exerce une activité lucrative.

Au c, devenant l'alinéa 3, il est question d'institutions officielles étrangères exerçant une activité commerciale ou lucrative dans le Royaume.

.../...

Il est difficile de cerner la notion d'institutions officielles et de déterminer les organismes à ranger dans cette catégorie.

Il convient que le texte soit précisé sur ce point.

Article 9.

Les a et b précédant les deux alinéas de cet article sont à supprimer.

Cette remarque vaut également pour l'article 12.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "... onder overlegging van een reispas of ...".

Articles 10 à 13.

Ces articles imposent des obligations aux étrangers privilégiés visés dans le projet. Toutefois, ces obligations ne sont assorties d'aucune sanction puisque l'article 46 précité de la Convention de Vienne dispose que ces personnes sont exemptes "de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour".

.../...

Article 14.

La deuxième phrase du texte est superflue et doit être omise.

Il s'ensuit que l'article 14 serait mieux rédigé sous forme de deux alinéas.

Dans le second alinéa, il y a lieu d'écrire :

"L' autorisation de séjour en Belgique ou d'exercer une activité lucrative ne peut lui être refusée pour le seul motif qu'il l'a demandée alors qu'il se trouvait sur le territoire belge".

Article 16.

La première phrase du texte français de cet article serait mieux rédigée comme suit :

"Le séjour en Belgique d'un étranger ... présent arrêté, n'est pas pris en considération pour le calcul ... en vue de l'application éventuelle des dispositions législatives ou réglementaires qui tiennent compte de cette durée totale".

Dans un souci de correction du langage, il se recommande d'écrire à la fin du texte néerlandais de l'article "... mits hij zich onderwerpt aan de regels van het gemeen recht".

.../...

Article 17 (nouveau).

Il y a lieu d'insérer dans le projet un article nouveau, qui deviendrait l'article 17 et qui serait rédigé comme suit :

"Article 17.-

L'arrêté royal du 6 décembre 1955 relatif au séjour en Belgique de certains étrangers privilégiés, modifié par les arrêtés royaux des 16 janvier 1957 et 8 février 1960, est abrogé".

Il s'ensuit que l'article 17 du projet devient l'article 18.

+

ANNEXES.

L'usage recommande de faire figurer à la fin de chacune des annexes la formule :

"Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...",

et que ces annexes portent les mêmes signatures que celles dont est revêtu le texte auquel elles sont jointes.

Les annexes communiquées au Conseil d'Etat ne contiennent que le recto des documents dont la délivrance est prévue. Il y a lieu, évidemment, de les compléter en y joignant le verso de chacun de ces documents.

Dans le texte allemand de l'annexe VI, il faudrait écrire "BEVORRECHTIGTEN" au lieu de "BEVORRECHTIGEN".

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Aan het slot van het eerste lid schrijve men : "..., inzonderheid op artikel 10, eerste lid, 1°, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984;".

De Nederlandse tekst van het derde lid dient als volgt te worden geredigeerd :

"Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Middenstand;".

Bepalend gedeelte.

Voorafgaande vormopmerkingen.

Zoals gebruikelijk is, schrijve men in de Franse tekst : "article 1er".

Het zou beter zijn de artikelen 1, 2, 3, 4, 5 en 15, zoals gebruikelijk is, in te delen in 1°, 2°, 3° ... in plaats van in a), b), c) ... .

Bovendien moet de formule "de in dit artikel onder a) en b) bedoelde personen", die in verscheidene artikelen voorkomt, worden vervangen door "de personen bedoeld in 1° en 2°".

+

Artikel 1.

In de Franse tekst van de volzin die het artikel inleidt, schrijve men : "... les membres du Corps diplomatique ...". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2.

In de Franse tekst van de bepaling onder a), die onder 1° komt, schrijve men :

"1° aux agents diplomatiques des missions diplomatiques accréditées dans le Royaume;".

Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder b) die onder 2° komt.

.../...

De tekst onder c), die onder 3° komt, handelt over de inwonende echtgenoot en de inwonende ongehuwde kinderen die de leeftijd van eenentwintig jaar niet bereikt hebben en ten laste zijn van de "in dit artikel onder a) en b)" bedoelde personen, maar onder voorbehoud van artikel 6.

Die verwijzing naar artikel 6 is hierdoor gewettigd dat het genoemde artikel voorziet in de uitreiking van een ander identiteitsbewijs voor de kinderen die jonger zijn dan twaalf jaar.

Derhalve wordt voorgesteld de bepaling onder c), die onder 3° komt, als volgt te redigeren :

"3° aan de inwonende echtgenoot en aan de inwonende ongehuwde kinderen van meer dan twaalf en minder dan eenentwintig jaar, die ten laste zijn van de personen bedoeld in 1° en 2°".

Deze opmerking geldt eveneens voor :
- artikel 2, 4°;
- artikel 3, 3°;
- artikel 4, 5°;
- artikel 4, 12°;
- artikel 5, 5°.

Met betrekking tot de in 3° bepaalde voorwaarde, luidens welke de ongehuwde kinderen van minder dan eenentwintig jaar ten laste moeten zijn van de personen bedoeld in 1° en 2°, moge worden verwezen naar de opmerking die bij artikel 3 van het ontwerp zal worden gemaakt.

Artikel 2.

De volzin die het artikel inleidt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen verstrekt kosteloos de naar het hierbijgevoegde model II opgemaakte identiteitskaart voor de vreemdelingen die immuniteiten genieten overeenkomend met die van de leden van het Diplomatiek Korps".

Met betrekking tot de voorwaarde vermeld onder d), welke bepaling 4° wordt, en luidens welke de inwonende ongehuwde kinderen die de leeftijd van eenentwintig jaar niet bereikt hebben, en die ten laste zijn van de personen bedoeld in 1°, 2° en 3°, moge eveneens worden verwezen naar de opmerking die bij artikel 3 van het ontwerp zal worden gemaakt.

Artikel 3.

In de Franse tekst van de volzin die het artikel inleidt, schrijve men : "... les membres du Corps consulaire ...".

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt in punt c, welke bepaling 3° wordt, dat een identiteitskaart zal worden verstrekt aan de inwonende ongehuwde kinderen die de leeftijd van eenentwintig jaar niet bereikt hebben en die ten laste zijn van de personen bedoeld in 1° en 2°.

Artikel 46 van het Verdrag van Wenen van 24 april 1963 inzake consulair verkeer, goedgekeurd bij de wet van 17 juli 1970, luidt als volgt :

> "Consulaire ambtenaren en consulaire bedienden en inwonende gezinsleden zijn vrijgesteld van alle verplichtingen krachtens de wetten en regelingen van de verblijfstaat met betrekking tot vreemdelingenregistratie en verblijfsvergunning".

In die tekst wordt met betrekking tot de ongehuwde kinderen van de consulaire ambtenaren als enige voorwaarde gesteld dat zij inwonen.

Doordat de ontworpen tekst ook als voorwaarde stelt dat de ongehuwde kinderen ten laste moeten zijn van de personen bedoeld in 1° en 2°, voegt hij derhalve een voorwaarde toe die niet vastgesteld is in het Verdrag van Wenen.

In zover de ontworpen tekst onder c, welke bepaling 3° wordt, de voornoemde voorwaarde van economische aard oplegt, is hij strijdig met een door België bekrachtigd internationaal verdrag; derhalve moet die voorwaarde vervallen.

Aangezien het bestuur aan de leden van het Diplomatiek Korps en aan de vreemdelingen die een soortgelijke immuniteit genieten als de leden van het Diplomatiek Korps, een statuut wenst te geven als dat van het Consulair Korps, geldt de zoëven gemaakte opmerking eveneens voor artikel 1, 3°, en voor artikel 2, 4°.

Artikel 4.

Overeenkomstig de tekst van de inleidende volzin "kan" de Minister van Buitenlandse Betrekkingen "kosteloos een bijzondere verblijfsvergunning verstrekken", terwijl in de tekst van de artikelen 1, 2 en 3 van het ontwerp de Minister van Buitenlandse Betrekkingen "kosteloos ... (verstrekt), ...".

Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar verschaft heeft, kan de Minister de bijzondere verblijfsvergunning of het als verblijfsvergunning geldende bewijs, bedoeld in artikel 5, niet weigeren aan de personen die de voorwaarden vervullen als voorgeschreven bij artikel 4 of artikel 5 van het ontwerp.

Dientengevolge wordt voorgesteld de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen verstrekt kosteloos een bijzondere verblijfsvergunning ...".

Dezelfde opmerking geldt voor de volzin die artikel 5 inleidt.

Aan het einde van a, welke bepaling 1° wordt, schrijve men : "... aan de ongehuwde inwonende kinderen die de leeftijd van 21 jaar bereikt hebben en aan de overige inwonende familieleden;".

Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder e, die 5° wordt.

De opmerking gemaakt onder artikel 3, 3°, geldt ook voor artikel 4, 5°, in ieder geval inzoverre die tekst doelt op de ongehuwde kinderen en op de overige familieleden van de consulaire bedienden.

Artikel 6.

Bij de voorwaarde volgens welke de kinderen ten laste moeten zijn van de personen bedoeld in de artikelen 1 tot 5, is dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is ten aanzien van artikel 1, 3°, artikel 2, 4°, artikel 3, 3°, en artikel 4, 5°.

Artikel 7.

De indeling van dit artikel in a, b en c behoort te worden vervangen door een indeling in leden.

De tekst onder b, die het tweede lid wordt, moet worden herzien met inachtneming van de opmerkingen die gemaakt zijn aangaande de artikelen 1, 3°, 2, 4°, 3, 3°, en 4, 5°, om te vermijden dat de echtgenoot of het familielid van een van de personen bedoeld in de voormelde artikelen, in strijd met artikel 46 van het Verdrag van Wenen hun identiteitskaart of hun verblijfsvergunning zouden verliezen als een van beide personen een winstgevend bedrijf uitoefent.

In de tekst onder c, die het derde lid wordt, is er sprake van vreemde officiële instellingen die een handelsactiviteit of een winstgevend bedrijf in het Koninkrijk uitoefenen.

Het is moeilijk het begrip officiële instellingen af te bakenen en de bij die categorie in te delen instanties aan te wijzen.

De tekst behoeft op dat punt verduidelijking.

Artikel 9.

De letters a en b die aan de twee leden voorafgaan, moeten vervallen.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 12.

In het eerste lid zou men moeten schrijven : "... onder overlegging van een reispas of ...".

Artikelen 10 tot 13.

Deze artikelen leggen de in het ontwerp bedoelde bevoorrechte vreemdelingen een aantal verplichtingen op. Aan die verplichtingen is echter geen enkele sanctie verbonden, aangezien het voormelde artikel 46 van het Verdrag van Wenen bepaalt dat die personen vrijgesteld zijn "van alle verplichtingen krachtens de wetten en regelingen van de verblijfstaat met betrekking tot vreemdelingenregistratie en verblijfsvergunning".

Artikel 14.

De tweede volzin van de tekst is overbodig en moet vervallen.

Hieruit volgt dat het beter zou zijn artikel 14 te redigeren in de vorm van twee leden.

.../...

In het tweede lid zou men moeten schrijven :

"Geen machtiging om in België te verblijven of een winstgevend bedrijf uit te oefenen kan hem worden geweigerd om de enkele reden dat hij erom verzocht heeft toen hij zich op het Belgische grondgebied bevond".

Artikel 16.

Het zou beter zijn de Franse tekst van de eerste volzin van dit artikel als volgt te stellen :

"Le séjour en Belgique d'un étranger ... présent arrêté, n'est pas pris en considération pour le calcul ... en vue de l'application éventuelle des dispositions législatives ou réglementaires qui tiennent compte de cette durée totale".

Aan het slot van de Nederlandse tekst van het artikel schrijve men, ter wille van een correct taalgebruik, "..., mits hij zich onderwerpt aan de regels van het gemeen recht".

Artikel 17 (nieuw).

Het is noodzakelijk in het ontwerp een nieuw artikel in te voegen dat artikel 17 zou worden en als volgt zou worden geredigeerd :

"Artikel 17.-

Het koninklijk besluit van 6 december 1955 betreffende het verblijf in België van zekere bevoorrechte vreemdelingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 januari 1957 en 8 februari 1960, wordt opgeheven".

.../...

Hieruit volgt dat artikel 17 van het ontwerp artikel 18 wordt.

+

BIJLAGEN.

Het is gebruikelijk dat aan het einde van elke bijlage de volgende formule wordt geplaatst :

"Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...",

en dat op die bijlagen dezelfde handtekeningen staan als die welke voorkomen op de tekst waarbij zij zijn gevoegd.

De bijlagen die aan de Raad van State zijn bezorgd, omvatten slechts de voorzijde van de stukken waarvan de afgifte is voorgeschreven. Die bijlagen behoren uiteraard volledig te worden gemaakt door er de keerzijde van elk van die stukken bij te voegen.

In bijlage VI schrijve men in de Duitse tekst : "BEVORRECHTIGTEN" in plaats van "BEVORRECHTIGEN".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-Cl. GEUS, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.